



N° -7, AVRIL 2010

SCHADOV-INFOS : Bulletin du SCHADOV-CGT

Ce bulletin d'information sert à faire le point sur les dossiers passés et à venir sur l'Établissement Public de Versailles.

Il s'agit de l'actualité de l'établissement, du ministère et nationale décortiquée par la CGT.

SOMMAIRE :

Page 1 :

- Sommaire

Page 2 :

- Edito

Page 3 :

- Nouvelle composition SCHADOV-CGT dans les instances de l'EPV

Page 4 et 5 :

- Compte rendu du C.A du 28 avril 2010

Page 6 :

- RGPP2 au ministère suite...

Page 7 :

- Tous dans la grève le 27 mai 2010

Page 8 :

- Effectif minimum et évacuation du public

EDITO

Le bureau du SCHADOV-CGT tient tout d'abord à remercier les nombreux adhérents qui nous ont sollicités pour participer aux différentes commissions de l'EPV. **Les très nombreuses candidatures notamment pour le CTP sont un signe très positif de la volonté de s'investir dans l'action syndicale de la part des adhérents.**

Nos sièges étant limités dans ces instances, toutes les demandes n'ont pu être satisfaites. Cependant le secrétariat du syndicat pourra nommer les adhérents qui le souhaitent en qualité d'experts dans ces diverses commissions paritaires. Les délégations SCHADOV-CGT pour chaque instance sont en page 3 de ce SCHADOV-INFOS.

Les enjeux de cette fin d'année scolaire sont majeurs pour tous les salariés.

L'annonce faite par le président de la république de geler les dépenses publiques pour les 3 prochaines années aura n'en doutons pas des conséquences très grave pour la fonction publique et pour le ministère de la culture. Ce gel n'a qu'un seul objectif qui est de faire plaisir au marché financier. **La CGT dénonce cette cure d'austérité qui aura pour effet de détruire un peu plus l'emploi et le pouvoir d'achat. Pour le ministère de la culture, la RGPP 2 a déjà programmé la destruction de quelques 1500 emplois, mettant ainsi le service public culturel en péril.**

La CGT-CULTURE a dans ce contexte rejoint d'autres associations et syndicat professionnels pour créer un collectif dénommer « la culture en danger » pour défendre les intérêts culturels qui sont victimes de la politique d'austérité mise en place par le gouvernement.

Ce collectif qui rassemble des intermittents, des artistes, des agents du service culturel montre combien les acteurs du ministère sont opposés à la régression des politiques publiques qui sont en train de détruire la construction d'un service public culturel qui est si important pour notre société.

Le ministère (et ce n'est pas un hasard) à décidé de prélever la totalité des jours de grève de décembre en une seule paye, cette décision qui n'est pas dans les traditions vise à frapper fort contre les nombreux agents qui refusent la RGPP, mais elle ne doit pas nous amener à relâcher notre lutte contre la destruction du ministère.

Le SCHADOV-CGT sera de tous les combats contre ces régressions que ce soit sur la retraite, le pouvoir d'achat ou l'emploi, nous ne lâcherons rien.

**COMPOSITION de la DELEGATION SCHADOV-CGT dans les
DIFFERENTES COMMISSIONS de l'EPV à partir du 05.05.2010**

CONSEIL D'ADMINISTRATION

TITULAIRES Damien Bodereau	SUPPLEANTS Gilles Gréboval
--------------------------------------	--------------------------------------

CTP

Damien Bodereau	Sandra Celestin
Sylvana Christians	Christian Millet
Sophia Tambon-Sporny	Hubert Tambon
David Maillard	Sandrine Fillet

CHS

Damien Bodereau	Sophia Tambon-Sporny
Sylvana Christians	Micheline Garnier
Catherine Noury	Gérard Drouin
Hubert Tambon	Kévin Van Lichtervelde

HABILLEMENT

Damien Bodereau	Philomène Doussinaud
Sylvana christians	Gérard Drouin
Sophia Tambon-Sporny	Préma De Rozario
Hubert Tambon	Micheline Garnier

LOGEMENT

Damien Bodereau	Hubert Tambon
Sylvana Christians	Catherine Noury
Sophia Tambon-Sporny	Patricia Ozon
Sandra Celestin	Sandrine Fillet

LOGEMENT SOCIAL

Sophia Tambon-Sporny	Hubert Tambon
Damien Bodereau	Sandra Celestin
Sylvana Christians	Catherine Noury

LOGEMENT URGENCES

Sophia Tambon-Sporny	Sylvana Christians
----------------------	--------------------

COMMISION DE SECOURS

Sophia Tambon-Sporny	Sylvana Christians
----------------------	--------------------

COMPTE RENDU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

DU 28 AVRIL 2010

FREQUENTATION ET RECETTES :

Le début de l'année 2010 se traduit par une baisse de 9% de la fréquentation sur les mois de janvier et de février mais une hausse étonnante de 9% des recettes, qui est dû essentiellement à l'augmentation des tarifs du billets château-expo, du DMA et du passeport.

Les ventes de billets DMA et Château sont en recul de respectivement 49% et 13 %, en terme de fréquentation, ce qui s'explique par des prix trop élevés. Le passeport enregistre une hausse de 34%, liée à la faible différence de prix avec le billet Château et à la mise en place de promotion « 1 passeport acheté = 1 passeport offert ». Ces résultats valident les critiques qu'a faites la CGT sur la nécessité de modérer les tarifs lors des derniers Conseils d'Administration.

La chute de fréquentation est importante puisqu'elle est de 36% entre 2008 et 2010, le SCHADOV-CGT pense qu'au-delà de la mise en place du dispositif de gratuité pour les 18-25 ans, il y a un effet de la crise économique mondiale sur l'activité touristique.

La situation des visites conférences est aussi très préoccupante, la fréquentation enregistre sur ce segment une baisse de 28% par rapport à 2009 et de 46% par rapport à 2008.

Enfin les recettes pourraient baisser pour les mois de haute saison car le prix du passeport haute saison sera de 18 euros quand il n'y aura pas de grandes eaux contre 20 euros l'année dernière. Le prix du passeport week-end et jour de grandes eaux restant à 25 euros.

L'administration annonce des prévisions de recettes en nette augmentation pour les réservations d'espaces (mécénat) en ce début d'année 2010.

Le SCHADOV-CGT continue de penser que les pertes de fréquentation ne doivent pas être compensées par des hausses tarifaires, car cela est un obstacle à la visite pour de nombreux visiteurs et qu'à terme nous pensons que cela nuira aux finances de l'établissement.

RAPPORT D'ACTIVITE ET DE PERFORMANCE :

Le taux de satisfaction du public à l'égard de l'établissement montre un mécontentement du public quand à la qualité du service rendu par le centre de contact de Poitiers. L'Administration nous a confirmé qu'elle n'était pas satisfaite des résultats du standard et qu'elle avait adressé 2 courriers à la direction de la société attributaire du marché pour demander une amélioration du service qui a un coût très élevé pour l'EPV.

Le SCHADOV-CGT considère que la meilleure solution reste de réinstaller un standard téléphonique dans l'EPV, une telle décision nécessite certes un peu de courage politique, car il impose une entorse à la politique de suppressions de postes prônée par la RGPP, mais présenterait de nombreux avantages :

- Un coût moins élevé
- Un personnel spécialisé et dont l'EPV maîtrise la formation et les compétences professionnelles
- Une capacité de réaction en cas de problème bien plus rapide et plus efficace

Le SCHADOV-CGT a dénoncé la réduction du nombre de départ de visites conférences qui passent de 1874 en 2008 à 1648 en 2009, qui réduit l'offre culturelle de l'EPV.

La direction prévoit l'installation d'un système de comptage à l'entrée de l'espace provisoire d'accueil, mais qui ne servira pas à mettre en place la jauge de sécurité en matière de public admissible.

Le ministère a mis en place un audit sur les transfert de gestion des personnels titulaires (carrières payes...) au Louvre et à la BNF et attend ses résultats pour voir si il étend le dispositif à Versailles.

MODIFICATIONS TARIFAIRES :

La direction propose la suppression du ticket tarif réduit à partir de 15 heures pour les visiteurs individuels, ce qui aura des conséquences sur le travail des agents qui seront obligés d'expliquer aux visiteurs qui arrivent peu de temps avant la fermeture du musée qu'ils devront quand même s'acquitter d'un billet à 15 euros. De plus elle propose d'inclure le prix du billet château dans le prix des visites conférences, ce qui oblige les personnes qui veulent faire une visite conférence à payer la visite du château, ce qui devrait avoir des conséquences sur la fréquentation de ces visites.

Le SCHADOV-CGT a bien entendu voté contre ces mesures tarifaires qui font une nouvelle fois grimper la facture payer par les visiteurs.

AUTORISATION D'OCCUPATION TEMPORAIRE :

L'EPV veut fixer une redevance pour un restaurant destiné aux groupes libres au niveau des princes, le SCHADOV-CGT a rappelé qu'une telle création nécessitait la création de postes d'agents supplémentaires, ce qui en pleine période de destruction de postes par l'application de la RGPP 2, ne sera pas tenable.

L'Administration reconnaît ne pas avoir étudié de dispositif de surveillance pour ces espaces et qu'elle pourrait ne pas ouvrir ce restaurant si elle ne trouve pas de solution à ce problème. Ce qui démontre une nouvelle fois les ravages que cause cette politique absurde de réduction de postes dans nos établissements.

QUESTIONS DIVERSES :

Le SCHADOV-CGT a demandé à ce qu'on lui communique les plafonds d'emplois de personnels titulaires au titre de l'année 2010, pour rappel depuis 3 ans, le ministère refuse de présenter une charte de moyens et d'objectifs au C.A.

Le ministère nous répond qu'il est en attente d'arbitrages interministériels et qu'il n'est pas en mesure de communiquer des chiffres d'effectifs titulaires à ce stade de l'année.

**Frédéric Mitterrand : « Ma porte est ouverte »...
et mes crédits, et mes emplois foutent le camp !**

Plus de 4000 manifestants à Paris entre le Cirque d'Hiver et le Centre Pompidou, des initiatives multiples sur l'ensemble du territoire, de très nombreuses scènes et établissements engagés dans la lutte, la journée d'actions et de grève du 6 mai pour la défense de l'art et du service public culturel est un nouvel avertissement à François Fillon et Frédéric Mitterrand.

Le vaste mouvement engagé par les professionnels et les acteurs de la Culture contre le désengagement de l'Etat, contre les politiques d'austérité et le démantèlement du ministère prend de l'ampleur. La résistance à la double offensive du gouvernement contre le ministère de la culture et les collectivités territoriales est plus que jamais à l'ordre du jour.

La CGT-Culture entend bien s'appuyer sur l'appel qu'elle porte en commun avec la Fédération CGT du Spectacle, la Fédération CGT des Services publics et la FERC-CGT pour continuer à prendre toute sa part à ce combat vital pour la Culture (voir cet appel du 29 avril : <http://www.cgt-culture.fr/spip.php?article1112>).

Les annonces du Premier ministre au sortir du séminaire gouvernemental réuni le 6 mai pour préparer les budgets 2011 et 2012 constituent pour nous une véritable déclaration de guerre. La Fonction publique et plus largement les services publics vont faire l'objet d'un nouveau plan de rigueur d'une rare brutalité, absolument injuste et, de surcroît, parfaitement absurde en termes de développement économique.

A la lumière de ces dernières annonces, les engagements pris par Frédéric Mitterrand par voie de presse (Cf. *Libération* du 7 mai) paraissent bien fragiles et relèvent même de la provocation à l'endroit de celles et ceux qui s'opposent depuis l'arrivée au pouvoir de Nicolas Sarkozy à un assaut de « réformes » contre les politiques publiques culturelles.

Les belles déclarations de Frédéric Mitterrand ne résistent pas un seul instant à l'épreuve des faits. Comment croire en effet que le gouvernement, qui entend réaliser 100 milliards d'économies en 3 ans sur les dépenses publiques et mettre la Fonction publique et ses 650 opérateurs (établissements publics) au pain sec, ne mettra pas en oeuvre les préconisations désastreuses du rapport Miquel dont nous nous sommes procurés les bonnes feuilles (voir le tract que nous venons de publier avec la Fédération CGT du Spectacle : <http://www.cgt-culture.fr/spip.php?article1117>), et qu'il n'ira pas plus loin ?

Toute cette affaire est hélas cousue de fil blanc. Au mieux, Frédéric Mitterrand est pieds et poings liés. Au pire, il se fait le porte-parole zélé de mesures qui non seulement ne trompent plus personne mais qui voient la colère grandir chaque jour un peu plus.

A lire le Ministre de la Culture, il suffirait de s'en remettre - sans rire - aux promesses de Nicolas Sarkozy pour se convaincre que le ministère de la culture a le vent en poupe, que la capacité des collectivités à agir pour les arts et la culture sera préservée et que « l'exception culturelle restera la marque de fabrique de notre pays et de ses territoires ».

En vérité et dans tous les cas, le ministère de la culture, ses services et établissements sont de nouveau la cible de mesures extrêmes conçues par le résident de l'Élysée et ses meilleurs conseillers.

Hier après-midi, les manifestants réclamaient que Frédéric Mitterrand rende des comptes. La CGT exige d'être reçue au plus vite par le Ministre. Celui-ci doit en effet s'expliquer sur la nouvelle salve de centaines de suppressions d'emplois, de coupes claires dans les budgets et de restructurations déjà quasiment arrêtées par le gouvernement. **Comment Frédéric Mitterrand, au-delà des discours et des effets de tribune, entend-t-il défendre un ministère aujourd'hui dramatiquement affaibli et qui est à la veille d'un véritable tsunami ?!**

GEL DES DEPENSES PUBLIQUES :

La perspective de nouveaux reculs pour le plus grand nombre

L'annonce faite hier par François FILLON sur le gel des dépenses publiques a le mérite de la clarté : l'austérité est bien à l'ordre du jour.

Décidément, dans la plupart des pays, patronats et gouvernements entendent bien faire payer la crise du système capitaliste et de la course aux profits par l'immense majorité des populations et des travailleurs qui n'a aucune responsabilité dans celle-ci.

De fait, la poursuite et l'aggravation des restrictions budgétaires et des coupes dans les finances publiques vont essentiellement frapper les plus démunis.

L'accès aux droits fondamentaux, à la protection sociale, au progrès va être du plus difficile pour des millions de personnes.

Le non remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite – plus de 300.000 emplois supprimés d'ici à 2012 – est un véritable dynamitage de la Fonction publique.

Au lieu de sabrer les dépenses socialement indispensables, le Gouvernement serait mieux inspiré de prendre dans les dizaines de milliards d'euros de dividendes versés aux actionnaires du CAC 40, de taxer les revenus financiers des entreprises, de redistribuer les pactoles insensés et éhontés que les très hauts revenus amassent grâce à sa politique inique...

Pour l'UGFF – CGT, cette décision du Premier Ministre doit être résolument combattue.

Raison de plus pour faire du 27 mai prochain, dans l'unité la plus large, une nouvelle étape, la plus massive possible – de la mobilisation solidaire pour imposer d'autres choix.

Le SCHADOV-CGT demande la tenue du groupe de travail sur l'effectif minimum et sur l'évacuation du public

Petit rappel historique : lors du mouvement de grève de novembre 2005, la direction avait accepté de mettre en place un effectif minimum de sécurité, qui avait le mérite de combler un vide incompréhensible. En effet avant cette date, rien n'interdisait l'ouverture de l'établissement avec une poignée d'agents.

Un groupe de travail avait ainsi été constitué avec des agents des différents services concernés, ainsi que leurs encadrant. Le résultat de ce travail a abouti à un effectif minimum de sécurité qui fut validé lors d'un CTP en 2006.

Le SCHADOV-CGT a toujours été favorable à la mise en place d'un effectif minimum de sécurité, en considérant qu'il devait s'accompagner de consignes d'évacuation du public claires et indiscutables.

Force est de constater que cet effectif minimum de sécurité est devenu obsolète, car les circuits de visites ont considérablement changés depuis 2006.

Les cahiers d'hygiène et sécurité qui ont été présentés lors du dernier CHS montre que certains aspects de notre mode d'évacuation sont défaillants (évacuation de la cour royale, coordination entre les services ...)

La direction a pris l'engagement lors de ce CHS de répondre à la demande de constitution d'un groupe de travail comme le réclamait la délégation du SCHADOV-CGT.

Le SCHADOV-CGT considère que ce travail d'actualisation des consignes de sécurité et d'effectif minimum doit commencer rapidement.